



Organisation
internationale
du Travail

► Rapport phare du BIT



► **Emploi et
questions
sociales dans
le monde**

Tendances 2020

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Face aux énormes défis qui se posent dans le monde du travail – notamment les inégalités et l'exclusion persistantes –, il est plus que jamais indispensable de dresser un tableau clair des tendances mondiales en matière sociale et d'emploi. Cela exige une réflexion critique sur l'adéquation de nos méthodes et concepts, avec des innovations le cas échéant, pour remédier aux difficultés actuelles. Nous devons nous demander, par exemple, si le taux de chômage constitue la mesure la plus fiable de la sous-performance du marché du travail. Nous devons comprendre si les personnes en âge de travailler peuvent ou non atteindre leur plein potentiel dans le travail. Une mesure s'impose également pour évaluer la perception croissante selon laquelle les marchés du travail ne répartissent pas de manière correcte les fruits de la croissance économique. Si les données montrent que les pays n'enregistrent pas de convergence vers le haut des possibilités d'emploi et des gains de revenus, nous devons comprendre avec plus de précision quels groupes de travailleurs y gagnent et quels sont ceux qui y perdent. Des réponses solides à ces questions peuvent inspirer directement la conception de politiques économiques et sociales qui permettront de s'engager sur la voie d'un développement durable et inclusif.

Le présent rapport vise à relever ce défi en offrant des constatations et des indications nouvelles qui améliorent notre compréhension de la performance du marché du travail dans le monde, ainsi qu'en présentant les données les plus récentes qui caractérisent les difficultés de longue date du marché du travail. Il présente quatre messages clés:

- ▶ Premièrement, le ralentissement projeté de la croissance économique et le manque d'inclusivité risquent fort de *nuire à la capacité des pays à faible revenu de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de travail.*
- ▶ Deuxièmement, une mesure plus complète de la sous-utilisation des personnes en âge de travailler révèle *des écarts importants dans l'accès au travail*; le taux de «sous-utilisation totale de la main-d'œuvre» est prononcé et dépasse largement celui du chômage.
- ▶ Troisièmement, même lorsque les gens ont un emploi, il subsiste *des lacunes importantes dans la qualité du travail.* Le travail décent se rapporte à la suffisance des salaires ou des revenus des travailleurs indépendants, au droit à la sécurité de l'emploi et à un lieu de travail sûr et sain, à l'accès à la protection sociale, à la possibilité d'exprimer ses opinions et ses préoccupations par l'intermédiaire d'un syndicat, d'une organisation d'employeurs ou d'un autre organe représentatif, et à d'autres droits fondamentaux tels que la non-discrimination. Les déficits de travail décent sont particulièrement prononcés dans l'économie informelle, qui enregistre les taux les plus élevés de pauvreté au travail et une forte proportion de travailleurs à leur propre compte ou de travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale qui ne bénéficient pas d'une protection suffisante.
- ▶ Quatrièmement, *de grandes inégalités prévalent dans l'accès au travail et la qualité du travail.* Elles recoupent les principales lignes de segmentation parmi les travailleurs, selon la localisation géographique (entre les pays et entre les travailleurs des zones urbaines et rurales), le sexe et l'âge. En outre, de nouvelles données du BIT sur le revenu du travail (pour tous les travailleurs, y compris les indépendants) montrent que les inégalités de revenus sont bien plus importantes qu'on ne le pensait auparavant.

Les inégalités et les déficits généralisés de travail décent ne conduisent pas seulement à l'inefficacité économique, ils peuvent également saper la cohésion sociale au sein des pays. Il est significatif que 7 des 11 sous-régions du monde aient connu une augmentation de l'incidence des manifestations en 2019, ce qui

montre que le mécontentement à l'égard de la situation sociale, économique ou politique est en hausse. Le message général de ce rapport est qu'aujourd'hui les objectifs de plein emploi et d'augmentation du niveau de vie dans le monde sont plus essentiels que jamais. Les gouvernements, les travailleurs et les employeurs doivent continuer à donner la priorité aux politiques du marché du travail qui permettent de les atteindre.

Le rythme et le type de croissance économique dans les pays à faible revenu sapent les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de travail

Dans les pays à faible revenu, le PIB moyen par habitant en 2018 était d'environ 1 700 dollars (en utilisant les taux de change PPA à partir de 2011), ce qui se traduit par un revenu quotidien par habitant inférieur à 5 dollars. Au cours des dix-huit dernières années, la croissance moyenne par habitant n'a été que de 1,8 pour cent dans les pays à faible revenu, et l'écart avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure s'est creusé. En ce qui concerne le type de croissance, une transformation structurelle, une mise à niveau technologique et une diversification seraient nécessaires pour déplacer l'emploi des activités à faible valeur ajoutée vers celles à plus forte valeur ajoutée. Pourtant, les progrès sur ce point restent beaucoup trop limités dans les pays à faible revenu. Par exemple, entre 2000 et 2018, la part de l'emploi dans les professions agricoles et non qualifiées n'a diminué que de 6 points de pourcentage dans les pays à faible revenu (pour atteindre 69 pour cent), alors qu'elle a baissé de 10 points de pourcentage (pour atteindre 49 pour cent) dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et de 15 points de pourcentage (pour atteindre 32 pour cent) dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Un premier message clé est donc que le rythme et le type de croissance rendent non seulement plus difficile la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, mais entravent également les améliorations potentielles en termes de travail décent.

La sous-utilisation totale de la main-d'œuvre est plus de deux fois plus élevée que le chômage, touchant plus de 470 millions de personnes dans le monde...

Un deuxième message clé de ce rapport est que l'inadéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre va bien au-delà des 188 millions de chômeurs dans le monde en 2019. En effet, 165 millions de personnes qui ont un emploi souhaitent travailler davantage d'heures rémunérées. En outre, environ 120 millions de personnes ne sont pas classées comme chômeurs, mais sont en marge du marché du travail et pourraient potentiellement trouver un emploi dans un avenir proche. Ces personnes déclarent qu'elles ne cherchent pas d'emploi alors qu'elles sont disponibles pour travailler, ou qu'elles cherchent un emploi mais ne sont pas disponibles actuellement pour l'occuper. En d'autres termes, plus de 470 millions de personnes dans le monde ne bénéficient pas d'un accès adéquat à un travail rémunéré en tant que tel ou se voient refuser la possibilité de travailler le nombre d'heures souhaité. Ces résultats montrent l'intérêt d'une compréhension et d'une mesure plus complètes de la sous-utilisation du marché du travail, en plus de la mesure traditionnelle du taux de chômage.

... et la pénurie d'emplois devrait se poursuivre dans un proche avenir

Le taux de chômage mondial s'est établi à 5,4 pour cent en 2019 et devrait demeurer essentiellement le même au cours des deux prochaines années. Cela signifie que la baisse progressive du taux de chômage observée entre 2009 et 2018 marque le pas. De même, le taux combiné de sous-utilisation de la main-d'œuvre devrait se stabiliser à un peu plus de 13 pour cent. La réduction tendancielle de la croissance de l'emploi est liée à un ralentissement de l'activité économique mondiale, en particulier dans le secteur manufacturier. Compte tenu de la grande incertitude entourant l'incidence des tensions commerciales et géopolitiques sur la confiance des entreprises et des consommateurs au cours des prochaines années, et donc sur la création d'emplois, il est difficile de prévoir comment les diverses mesures de la sous-utilisation de la main-d'œuvre évolueront.

La baisse récente du taux de chômage mondial est principalement attribuable aux pays à revenu élevé. La croissance de l'emploi dans ces pays a été étonnamment forte, compte tenu du faible niveau moyen de croissance économique au cours de la dernière décennie. Cela peut contribuer à réfuter les affirmations selon lesquelles les changements technologiques entraînent des pertes d'emplois massives. Toutefois, la croissance de l'emploi dans les pays à revenu élevé s'est faite au prix d'une baisse de la croissance de la productivité du travail, les emplois étant créés principalement dans le secteur des services où la valeur ajoutée moyenne par travailleur est relativement faible. En revanche, un certain nombre de pays à revenu intermédiaire qui ont connu des crises économiques ces dernières années ont encore des taux de chômage élevés et il est peu probable qu'ils enregistrent à nouveau une forte croissance de l'emploi dans un avenir proche compte tenu des perspectives mitigées de l'économie mondiale.

L'accès à un travail rémunéré n'est pas une garantie de travail décent...

Un troisième message clé de ce rapport renforce ce que nous savons déjà, à savoir que le fait d'avoir un emploi rémunéré ne garantit pas des conditions de travail décentes ni un revenu suffisant pour une grande partie des 3,3 milliards de personnes employées dans le monde en 2019. Trop souvent, l'absence de revenus ou d'autres moyens de soutien financier oblige les travailleurs à occuper des emplois informels, mal payés et n'offrant que peu ou pas d'accès à la protection sociale et aux droits au travail. C'est particulièrement le cas des 1,4 milliard de travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux dans les pays à revenu faible et intermédiaire, qui sont généralement employés dans le secteur informel, travaillent dans des conditions vulnérables et gagnent un revenu bien inférieur à celui des travailleurs salariés. Même dans les pays à revenu élevé, un nombre croissant de travailleurs indépendants doivent faire face à de mauvaises conditions de travail – une situation qui se reflète en partie dans la diminution des majorations de revenus des travailleurs indépendants par rapport aux salariés. Néanmoins, les salariés sont eux-mêmes fréquemment soumis à des contrats précaires, à de faibles rémunérations et à l'informalité. Au total, environ 2 milliards de travailleurs dans le monde sont employés de manière informelle, ce qui représente 61 pour cent de la main-d'œuvre mondiale.

... et plus de 630 millions de travailleurs dans le monde vivent encore dans une pauvreté extrême ou modérée

Les mauvaises conditions de travail se manifestent également par de faibles revenus. En 2019, plus de 630 millions de travailleurs dans le monde – soit près de 1 personne employée sur 5, ou 19 pour cent – ne gagnaient pas assez pour se sortir eux-mêmes et leur famille de la pauvreté extrême ou modérée, c'est-à-dire qu'ils gagnaient moins de 3,20 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat. Si le taux de pauvreté au travail a diminué au niveau mondial, les progrès réalisés dans les pays à faible revenu ont été très limités. La forte croissance de l'emploi projetée dans ces pays, principalement due à la création d'emplois de mauvaise qualité, signifie que le nombre de travailleurs pauvres devrait augmenter en 2020-21. Par conséquent, l'objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté partout d'ici à 2030 – objectif 1 des objectifs de développement durable – deviendra encore plus difficile à atteindre. L'insuffisance de la croissance économique par habitant est l'une des raisons pour lesquelles il n'a pas encore été possible d'améliorer concrètement les moyens de subsistance de tant de travailleurs dans les pays à faible revenu, qui accusent à cet égard un retard par rapport aux pays à revenu intermédiaire.

Les marchés du travail mondiaux se caractérisent par de fortes inégalités, dont de criantes disparités géographiques dans l'accès à un travail décent...

Un quatrième message clé de ce rapport est que de fortes inégalités existent sur le marché du travail. Tout d'abord, la situation géographique d'une personne détermine fortement ses chances de trouver un travail rémunéré de bonne qualité. Les pays à faible revenu ont le ratio emploi/population le plus élevé (68 pour cent), car de nombreux travailleurs vulnérables sont contraints d'accepter n'importe quel emploi, quelle que soit sa qualité. Les travailleurs de ces pays sont en effet ceux qui risquent le plus de connaître de mauvaises conditions de travail et de vivre dans la pauvreté (le taux combiné de pauvreté extrême et modérée pouvant atteindre 66 pour cent). Dans les 11 sous-régions du monde, le taux de chômage est le plus élevé en Afrique du Nord (12 pour cent) et en Asie centrale et occidentale (9 pour cent), tandis que les taux les plus faibles sont observés en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (3 pour cent) et en Amérique du Nord (4 pour cent). Le sous-emploi lié à la durée du travail ne touche qu'environ 1 pour cent de l'ensemble des travailleurs en Amérique du Nord et en Europe de l'Est, mais 8 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et jusqu'à 13 pour cent dans les pays à faible revenu à l'échelle mondiale.

Les disparités géographiques à l'intérieur des pays doivent également être prises en compte. De nouvelles données du BIT permettent d'étudier les différences d'accès à l'emploi selon que les personnes vivent dans des zones rurales ou urbaines. Au niveau mondial, le taux d'emploi de la population en âge de travailler vivant dans les zones rurales (59 pour cent) est supérieur à celui des zones urbaines (56 pour cent). En revanche, le sous-emploi lié à la durée du travail est plus élevé dans les zones rurales (6 pour cent) que dans les zones urbaines (4 pour cent). Ces divisions sont plus prononcées dans les pays à faible revenu. Les disparités entre zones rurales et zones urbaines pourraient être exacerbées à l'avenir par les transformations qui accompagnent l'évolution technologique. En Asie et dans le Pacifique, par exemple, le progrès technologique et les politiques conçues pour favoriser l'innovation semblent créer des emplois et des revenus à un niveau démesurément plus élevé dans les zones urbaines.

Les disparités géographiques dans les résultats du marché du travail incitent souvent les travailleurs à migrer à la recherche de meilleures opportunités. La part de la population mondiale en âge de travailler vivant dans les zones urbaines serait passée de 50 pour cent en 2005 à 55 pour cent en 2019, ce qui indique une migration importante des campagnes vers les centres urbains. Cette migration a été plus forte dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, où l'on estime que les deux tiers de la population en âge de travailler vivaient dans les zones urbaines en 2019, soit une augmentation de plus de 10 points de pourcentage depuis 2005. Parallèlement, les migrations internationales posent des problèmes supplémentaires aux travailleurs migrants concernés, qui très souvent ne jouissent pas des mêmes droits que la population nationale du pays de destination.

... et les femmes et les jeunes se heurtent à des obstacles supplémentaires pour participer au marché du travail

Les marchés du travail contemporains continuent également de se caractériser par une inégalité entre les sexes. En 2019, le taux d'activité des femmes n'était que de 47 pour cent, soit 27 points de pourcentage de moins que celui des hommes (74 pour cent). Il existe de fortes variations régionales dans les disparités entre les sexes en matière d'accès à l'emploi. Les stéréotypes sexistes qui mettent en avant le rôle des femmes en tant que principales donneuses de soins et celui des hommes en tant que principaux soutiens de famille restent profondément ancrés dans certaines régions. La sous-utilisation de la main-d'œuvre féminine est très prononcée en Afrique du Nord et dans les États arabes, touchant environ 40 pour cent des femmes dans la population active élargie dans les deux sous-régions (contre seulement 20 et 12 pour cent des hommes, respectivement). Outre l'accès à l'emploi, il existe également des disparités persistantes entre les sexes en ce qui concerne la qualité de l'emploi. C'est une réalité même dans les régions où les femmes ont fait des percées importantes sur le marché du travail. En Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple, le niveau d'éducation moyen des femmes dépasse désormais celui des hommes, mais les femmes de la sous-région gagnent encore 17 pour cent de moins par heure de travail que les hommes.

L'âge représente une autre caractéristique des inégalités sur le marché du travail. Il est stupéfiant de constater que 267 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans dans le monde (soit 22 pour cent de ce groupe d'âge) ne sont ni en formation ni en emploi. En outre, beaucoup de jeunes qui ont un emploi rémunéré se heurtent à des obstacles pour trouver un travail décent. En Afrique, par exemple, l'informalité concerne 95 pour cent des jeunes travailleurs. Étant donné que la taille absolue de la population du groupe d'âge 15-24 ans devrait connaître une forte croissance dans cette région, la création d'un nombre suffisant de possibilités de travail décent est l'un des défis les plus pressants. Les jeunes travailleurs sont également confrontés à des difficultés considérables sur le marché du travail en Europe et en Asie centrale: la qualité des emplois qui leur sont offerts s'est détériorée en raison de l'incidence croissante de l'emploi temporaire dans cette région.

De nouvelles données du BIT montrent que la part des revenus du travail diminue au niveau mondial...

Enfin, l'inégalité d'accès à un travail décent se traduit par des inégalités de revenus élevées et persistantes. Une dimension clé de l'inégalité des revenus est le revenu du travail, qui est fondamental pour les moyens de subsistance de quelque 3,3 milliards de travailleurs dans le monde. Toutefois, jusqu'à récemment, des estimations du revenu du travail fiables et comparables au niveau international

n'étaient pas disponibles pour la grande majorité des pays, faute de données fiables sur le revenu du travail des indépendants, qui représentent près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale. Grâce à une collecte de données intensive et à une modélisation, le BIT a pu combler cette lacune et jeter un nouvel éclairage sur les grandes tendances en matière d'inégalité des revenus.

La part du revenu du travail – par opposition à la part du revenu national revenant aux détenteurs de capital – a diminué au niveau mondial, passant de 54 pour cent en 2004 à 51 pour cent en 2017. Cette baisse a été plus prononcée en Europe et en Asie centrale ainsi que dans les Amériques. Dans les pays à revenu élevé, la baisse du revenu du travail des indépendants, par rapport à celui des salariés, est un facteur essentiel de la diminution globale. Compte tenu de ce facteur, le BIT en conclut que la part du revenu du travail a décliné plus que ne le laissent supposer les estimations disponibles précédemment. Ce résultat est conforme à un scénario dans lequel de nouvelles formes de travail érodent la capacité de gain des travailleurs indépendants.

... et l'inégalité des revenus est plus importante que ne le suggéraient les estimations précédentes

Le nouvel ensemble de données disponibles montre que la répartition du revenu du travail est très inégale. En 2017, un travailleur classé dans le décile supérieur de la distribution mondiale du revenu du travail gagnait en moyenne 7 400 dollars par mois, tandis qu'un travailleur du décile inférieur ne gagnait que 22 dollars par mois (les deux chiffres étant exprimés en parité de pouvoir d'achat). Alors que les inégalités du revenu du travail au niveau mondial ont diminué au cours des quinze dernières années – grâce à la convergence économique entraînée par des pays tels que l'Inde et la Chine, qui ont bénéficié d'une augmentation du revenu moyen du travail –, l'inégalité au sein des pays a stagné au cours de la même période.

Les nouvelles données sur le revenu du travail indiquent également que les études antérieures ont considérablement sous-estimé l'ampleur réelle des inégalités dans les pays à faible revenu, en raison de leur recours aux dépenses des ménages en tant qu'indicateur du revenu total. Par exemple, la part combinée des revenus des classes moyennes et moyennes supérieures, que l'on pensait auparavant similaire d'un pays à l'autre, est en fait beaucoup plus restreinte dans les pays à faible revenu, tandis que la part revenant à la classe supérieure est plus importante. Dans l'ensemble, les inégalités mondiales de revenus sont donc plus prononcées qu'on ne l'estimait auparavant.